
Bolivie : les peuples amazoniens discutent de leur avenir

Un nouvel espace s'est ouvert en Bolivie pour débattre des problèmes et de la vision de l'Amazonie bolivienne et pour rendre aux peuples autochtones la dignité que la conquête leur a volée.

En juin, dans la ville amazonienne de Guayaramerín, le ministère de la présidence de la République de Bolivie a organisé le Premier Forum Amazonien, intitulé « Identité et développement macro-régional ». Le débat s'est centré, entre autres choses, sur l'identité et la situation actuelle des peuples indigènes, qui représentent la plus grande diversité ethnique et culturelle du pays et dont certains sont gravement menacés par de forts processus d'acculturation et de violation de leurs droits, d'autres sont en péril d'extinction et quelques-uns vivent dans l'isolement.

À la séance d'ouverture, Evo Morales Ayma, premier président de la Bolivie né au sein d'une communauté indigène originaire, a dit devant près de trois cents personnes parmi lesquelles se détachait un groupe bigarré de dirigeants indigènes et de paysans de toute l'Amazonie : « Défendre la Terre est défendre l'humanité. Sauver l'environnement est sauver l'humanité ».

La veille, les peuples autochtones et les communautés paysannes de la région amazonienne avaient défini dans un forum les lignes stratégiques de ce que devrait être la politique de développement de l'Amazonie. Pour eux, parmi les fondements de cette politique doit figurer spécialement « la protection des peuples indigènes en situation de vulnérabilité extrême, surtout de ceux qui sont en péril d'extinction, car ils représentent le patrimoine culturel, historique et ethnique de l'Amazonie ».

Ils ont manifesté leur position dans un document où ils dénoncent les tentatives des sociétés transnationales de poursuivre la privatisation et la monopolisation des ressources naturelles de l'Amazonie, en s'alliant maintenant aux pouvoirs départementaux représentés par les préfectures des départements de Beni et Pando.

D'autre part, le texte revendique le droit des peuples indigènes à l'autonomie territoriale et communale dans une région qui est considérée comme l'une des réserves de diversité biologique les plus importantes du monde.

En outre, il rejette l'intention du gouvernement du Brésil de construire de grands barrages dans le bassin du fleuve Madera, car ils mettraient en danger l'intégrité écologique et sociale d'une grande partie de l'Amazonie bolivienne. Le gouvernement du Brésil vient d'accorder un permis environnemental aux barrages Jirau et Santo Antonio sur le fleuve Madera, malgré l'opposition des représentants brésiliens et boliviens des communautés, peuples, organisations paysannes et personnes affectées par ces barrages, réunis dans le « Mouvement social pour la défense du bassin du fleuve Madera et de la région amazonienne ». Le complexe du fleuve Madera est le projet pilote du nouvel aménagement du territoire sud-américain, qui prétend établir une sorte d'état parallèle, avec sa propre souveraineté et ses propres règles, en marge de la souveraineté et des lois nationales.

Le ministre politique Juan Ramón Quintana a souligné au cours de l'événement que « ce sont les

peuples indigènes qui, avec l'État, doivent administrer la souveraineté et le contrôle territorial dans l'Amazonie, pour venir à bout de tant de siècles d'exploitation et de discrimination coloniale ». D'après cette autorité, le génocide et l'agression des peuples indigènes amazoniens ont été les instruments employés pour consolider des intérêts économiques extérieurs à la région, comme ceux qui ont marqué la période de l'essor du caoutchouc à la fin du XIXe siècle. La situation s'est prolongée pendant la deuxième moitié du XXe siècle et le début du XXIe, à travers le mépris de tout ce qui était indigène reflété dans la logique de pouvoir des « caciques » politiques de la droite du pays, qui réclament à présent une autonomie isolationniste, à l'opposé de ce que demandent les mouvements indigènes.

« L'Amazonie doit devenir un facteur d'articulation et d'intégration d'un pays aussi divers que la Bolivie et, à l'intérieur de l'Amazonie, les peuples indigènes doivent aller dans le même sens pour surmonter les tares féodales et racistes qui survivent encore dans la région », a dit le ministre Quintana, chargé de lire la « Déclaration de Guayaramerín » (http://www.wrm.org.uy/countries/Bolivia/Declaration_Guayaramerin.html), qui a fermé le premier forum amazonien.

Dans cette déclaration que tous les participants au forum ont signée on peut lire : « ce forum donne naissance à un processus irréversible qui contribuera à fermer les plaies de l'histoire, autant celles qui ont endeuillé nos peuples indigènes et communautés autochtones que celles qui ont dégradé et saccagé notre nature et notre diversité biologique ». Et, plus loin : « à partir d'aujourd'hui, une nouvelle histoire commence, l'histoire de la dignité amazonienne ».

Article fondé sur : “Primer Foro Amazónico en Bolivia defendió derechos de los pueblos indígenas más vulnerables de la región”, Pablo Cingolani, adresse électronique : pablocingolani@yahoo.com.ar, envoyé par l'auteur ; “¿Liderazgo sudamericano de Brasil? La aprobación de las represas del río Madera viola los principios para la convivencia pacífica de las naciones”, FOBOMADE, Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo, adresse électronique : comunicacion@fobomade.org.bo, <http://www.fobomade.org.bo>.